

Prise de paroles 24 janvier 2026

Depuis l'annonce du cessez-le-feu, le 8 octobre, les attaques militaires israéliennes se poursuivent. Plus de 440 Palestiniens ont été tués à Gaza. Plus de 2 500 bâtiments résidentiels ont été détruits, sous prétexte d'anéantir les tunnels et les logements piégés par le Hamas. En effaçant des pâtés de maisons entiers, ainsi que de vastes étendues agricoles et des serres, l'armée force les populations à se déplacer, toujours et encore.

Sur le terrain, l'étau se resserre via la "ligne jaune" censée marquer la frontière entre une zone prétendument sûre pour les civils et les secteurs contrôlés par l'armée israélienne. Ni matérialisé, ni respecté, ce concept est devenu un cauchemar pour la population palestinienne de Gaza. Floue et invisible, cette ligne couvre désormais près de 53 % de l'enclave et les blocs jaunes de ciment avancent sans cesse, grignotant les terres et repoussant les habitants vers des zones toujours plus petites, surpeuplées et affamées.

Le 1^{er} janvier Israël a confirmé, dans un mépris total du droit international humanitaire, l'interdiction d'accès à la bande de Gaza à 37 organisations internationales majeures, toujours à des fins de « *sécurité* » bien entendu. Parmi elles, Médecins du Monde, Médecins sans frontières, Handicap International ou encore Oxfam et l'UNRWA bien sûr. Elles ont deux mois pour retirer leurs équipes et en attendant il leur est interdit d'acheminer de l'aide.

Alors que l'accord de cessez-le-feu prévoit l'entrée de 600 camions par jour, plusieurs ONG et les Nations Unies précisent que seuls 100 à 300 camions transportent de l'aide humanitaire dont l'efficacité de la distribution est compromise par l'absence d'encadrement.

Pire, le risque est de ne plus pouvoir donner des soins de santé, de la nourriture, de l'eau, des abris là où 90 % des infrastructures civiles sont détruites. C'est une casse massive assurée, ce sont des dizaines de morts assurés.

Après ces deux années de barbarie, perpétrée grâce à l'impunité dont jouit Israël, nous affirmons, sans hésitation, que le but recherché par Netanyahu et ses ministres fascistes est de tout mettre en œuvre pour détruire systématiquement les conditions nécessaires à la vie des Palestiniens. Après les massacres et la destruction des infrastructures civiles vitales, les lourdes restrictions à l'acheminement de l'aide privent les Palestiniens d'eau, de nourriture suffisante et de soins ce qui les met en danger immédiat. 2,2 millions d'habitants ont urgemment besoin de logements, soins et nourriture.

Israël de façon délibérée entretient le génocide et poursuit le nettoyage ethnique en organisant la famine, les maladies, les conditions de vie inhumaines pour achever la résistance physique des Palestiniens de Gaza.

En Cisjordanie occupée, à Jérusalem annexée, le gouvernement de Netanyahu, avec le développement, à marche forcée, de sa politique de colonisation de peuplement poursuit son but qui est d'entraver toute viabilité de l'Etat de Palestine.

Le long des 500 km de frontière avec la Jordanie, Israël a commencé la construction d'un mur censé empêcher le trafic d'armes. La première phase des travaux se concentrera sur la vallée du Jourdain où le pont Allenby, situé à quelques kilomètres de Jéricho, est l'unique moyen pour les Palestiniens de Cisjordanie de sortir de leur territoire.

La Cisjordanie occupée sera, de fait, encore plus isolée alors que sur son territoire, Israël et ses colons exercent, en toute impunité, la discrimination et la ségrégation, l'apartheid à l'encontre des Palestiniens.

La violence des colons et de l'armée, les humiliations, les destructions, les vols, les attaques physiques, qui sévissent depuis 1967, dès le début de l'occupation, s'intensifient de jour en jour depuis octobre 2023 et on compte, depuis janvier 2024, 726 tué(e)s et 6 951 blessé(e)s.

Au nord, dans les camps de Jénine, Tulkarem ou Nour Shams, des lieux où s'étaient installés des réfugiés palestiniens depuis 1948, date de la création de l'Etat providence, l'armée israélienne multiplie ses raids. 32 000 Palestiniens, déjà réfugiés depuis la Nakba, ont été déplacés de force alors qu'Israël démolit leurs maisons et avec elles leur espoir de retour.

Au nord de Ramallah, le 6 janvier, l'armée israélienne fait une descente dans l'université de Bir Zeit, considérée comme un creuset des élites académiques et politiques palestiniennes, et fait 41 blessé(e)s. Au cours du raid, l'armée a volé les effets personnels des étudiants, des ordinateurs portables et d'autres équipements technologiques, affirmant qu'ils étaient utilisés dans le cadre d'une manifestation en soutien aux prisonniers palestiniens détenus dans les prisons israéliennes. Ces attaques systématiques contre les universités palestiniennes s'inscrivent dans un plan israélien plus large visant à étendre un contrôle total, à asseoir l'autorité israélienne à travers un sentiment d'insécurité dans les Territoires occupés et à annexer la Cisjordanie occupée.

Pendant ce temps, dans le Sud d'Israël, autour des émissaires états-uniens, soldats, diplomates et humanitaires internationaux tentent de négocier l'après-guerre à Gaza. Dans la salle, il n'y a aucun Palestinien, et la politique israélienne d'anéantissement de l'enclave n'est pas à l'ordre du jour. Autour de la table il n'est question ni de génocide, ni d'humanité, mais de profits !

Trump, quant à lui, poursuit la mise en place de son « Conseil de paix », organisation parallèle à l'ONU, dont il sera le patron. Et le ticket d'entrée est annoncé à 1 milliard de dollars.

Ce « Conseil de paix » ne reprend pas la perspective des deux Etats souverains, palestinien et israélien, adoptée par les résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies. C'est la destruction du Droit International. C'est la marque même de l'émergence d'un monde qui sera géré par le seul « droit du plus fort », dans lequel les peuples ne seront qu'une simple variable d'ajustement.

Des invitations ont été envoyées à une cinquantaine de pays. Si certains se sont précipités pour dire « oui », d'autres ont accusé réception ou ont fermé la porte, dont la France.

La France, où, depuis deux ans, la censure des autorités académiques et gouvernementales, sous la pression de groupes et de réseaux, a conduit à des annulations d'événements scientifiques, tel que le colloque du Collège de France. Parce que, certes, parler de ruines pose des problèmes, mais dire les ruines, c'est faire exister une mémoire qu'Israël et ses soutiens français cherchent à effacer.

La France, où des députés affirment qu'elle ne fait pas le commerce d'armes avec Israël, alors que les exemples s'enchaînent, que les preuves s'accumulent. La France et l'Europe financent, vendent et fournissent des armes à Israël, pendant que la bande de Gaza subit un génocide, que l'armée et les colons israéliens occupent et colonisent la Cisjordanie.

La France qui accueille 39 sociétés israéliennes au salon Milipol 2025. Milipol événement mondial de la sûreté et de la sécurité intérieure des États, réalisé sous l'égide du Ministère de l'Intérieur français. On pouvait lire sur le site de l'un des stands israélien... « *Découvrez Hotaru, une technologie testée et approuvée par l'armée israélienne actuellement déployée à Gaza* ».

La France, où plusieurs centaines de manifestants, majoritairement masqués, issus de groupuscules d'extrême droite, ont défilé dans les rues de Paris, protégés par un important dispositif policier.

La France, où l'on demande à l'Assemblée Nationale de voter une proposition de loi qui assimile antisémitisme et condamnation de la politique de l'Etat d'Israël. Une loi qui confond, de façon délibérée, racisme et expression d'une opinion. Une loi qui dissocie l'antisémitisme des autres formes de racisme et qui l'encourage. Cette loi, si elle est adoptée par les députés élus par le peuple, serait une atteinte grave à la liberté d'expression, à la liberté académique, à la manifestation de la solidarité avec le peuple palestinien. Une loi qui serait une atteinte grave aux libertés individuelles et collectives.

La France, où l'on veut nous faire taire et nous faire oublier le génocide en Palestine, nous faire oublier l'impunité accordée à Israël, nous faire oublier l'inaction et la complicité des actes commis.

Lorsque je consulte Internet, je trouve l'info suivante : « *Face à l'immensité des besoins humanitaires à Gaza, la France a décidé d'acheminer près de 400 tonnes d'aide alimentaire. Ces suppléments nutritionnels Nutriset permettront d'améliorer l'état de santé de plus de 42 000 enfants gazaouis âgés de 6 mois à 2 ans en situation de malnutrition* ».

Et oui, il faut se donner bonne conscience à un moment ou à un autre.

Mais comme il n'y a pas de décision française de prendre des sanctions contre Israël. Comme la France ne demande pas à l'Europe d'appliquer des sanctions à l'Etat d'Israël, comme le lui impose le Droit International, les camions chargés des *suppléments nutritionnel Nutriset* attendent sagement qu'Israël leur ouvre les portes de Gaza. Et pendant ce temps les *42 000 enfants gazaouis âgés de 6 mois à 2 ans en situation de malnutrition* se meurent.

A la lecture de toutes ces informations nous constatons, Monsieur Macron, Mesdames et Messieurs les Député(e)s et autres élu(e)s de la République, que beaucoup d'entre vous ont quitté le camp des Droits de l'Homme, celui du Droit International. Vous avez choisi le côté sombre de la force où règnent violence et profits, où l'on musèle et emprisonne toute opposition.

Ce côté sombre où l'on censure un manuel parascolaire d'histoire parce que l'auteur y écrit : « *En octobre 2023, à la suite de la mort de plus de 1 200 **colons juifs** lors d'une série d'attaques du Hamas...* ». Et oui, c'est antisémite d'appeler « colon juif » un Israélien installé sur les terres d'un village palestinien détruit en 1948... c'est nuire à l'état providence. Notre Président est un bon élève, il applique la proposition de loi Yadan avant même qu'elle ne soit adoptée...

A Gaza, au 15 janvier, 71 439 morts et 171 324 blessés, plus de 100 enfants tués depuis le cessez-le-feu (chiffre UNICEF). En Cisjordanie, 726 tué(e)s et 6 951 blessé(e)s. Ajoutons à ces chiffres les victimes du Liban, de Syrie, du Yemen, du Soudan et je m'arrêterai là.

Ne pensez-vous pas que cela suffit ? Combien de victimes faut-il présenter à l'ogre impérialiste occidental pour qu'enfin nos états réagissent, pour que la France et l'Europe prennent les mesures nécessaires et sanctionnent les scélérats israéliens comme ils sanctionnent la Russie, l'Iran, le Vénézuéla, la Syrie, la Biélorussie, la Chine, le Niger... et tous les autres.

Mettez-nous en prison si vous le désirez... La résilience du peuple de Palestine est grande. La nôtre grandit de jour en jour...